



Bonjour,

Au cours du mois de juillet, on a non seulement battu des records de chaleur un peu partout sur la planète, mais la situation économique s'est aussi dégradée dans plusieurs pays. Au Canada, les entrepreneurs réduisent leurs investissements, suite à une perte de confiance. Chez notre voisin du Sud, l'immobilier est entré dans une crise sévère, les maisons unifamiliales neuves perdant en valeur, dû à la faiblesse de la demande. L'Allemagne, le traditionnel moteur économique de l'Europe, voit son activité se contracter à un point tel que de nombreux entrepreneurs songent à quitter le pays. En Grande-Bretagne, les données économie de juillet furent désastreuses, ce qui n'avait pas été vu depuis mai 2020, alors que la pandémie de COVID-19 frappait de plein fouet. Enfin, l'économie chinoise est à présent au point mort, ses exportations et ses importations étant en chute libre à cause de la baisse de la demande des pays occidentaux.

Bonne lecture !

CAD

La paire USDCAD a été relativement stable, passant de 1.3247 en début juillet, à 1.3187 à la fin du mois. L'inflation est tombée à 2.8% en juin selon Statistique Canada ; elle avait atteint un sommet à 8.1%, l'été dernier. La flambée des prix pourrait donc tirer à sa fin au Canada, l'Indice des prix à la consommation (IPC) se retrouve dans la fourchette de 1 à 3% souhaitée par la Banque du Canada. Chrystia Freeland, la ministre des Finances, s'en est réjouie, en soulignant que le taux d'inflation du pays était actuellement « le plus bas de ceux du G7 ».

Cela étant, la BdC ne considère pas que la lutte contre l'inflation est d'ores et déjà gagnée. Elle a relevé en juillet son taux directeur d'un quart de point de pourcentage, à 5%. D'ailleurs, le gouverneur Tiff Macklem a prévenu que la banque centrale était prête à l'augmenter davantage « si nécessaire » car elle tient absolument à réduire l'inflation à 2%.

Les experts s'attendent maintenant à ce que le taux d'inflation du Canada oscille autour de 3% au cours de la prochaine année, avant de tomber à 2% vers la mi-2025.

Résultat, les entreprises canadiennes demeurent en attente: l'investissement privé a reculé de 1.7% au deuxième trimestre, selon les données de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI). « La Banque du Canada ne cesse d'accroître la pression sur les emprunts et les salaires si bien que les entrepreneurs réduisent la voilure, ne sachant pas dans quel sens va souffler le vent à l'avenir », indique Andreea Bourgeois, directrice, économie, de la FCEI.

D'un autre côté, la pénurie de main-d'œuvre est toujours criante, en particulier au Québec : le taux de postes vacants y étant le plus élevé du pays, à 5.3%, alors que la moyenne nationale est de 4.6%. Une récente étude de Desjardins montre qu'un moyen d'y pallier efficacement serait de recourir davantage à l'immigration économique, d'autant plus que « les immigrants économiques sont plus productifs que les autres travailleurs, en tant que groupe économique en âge de travailler ».



USD

L'indice DXY est passé de 102.96 à 101.89 en juillet. Quant à elle, l'inflation aux États-Unis se situait au niveau de 3% en juin, son niveau le plus bas des deux dernières années. Ce redressement est par contre dû en grande partie à la baisse des prix de l'énergie. Hors alimentation et énergie, l'inflation demeure à 4.8%. Sur le marché du travail américain, seulement 209 000 emplois ont été créés en juin, le niveau le plus bas depuis la pandémie de COVID-19, les estimations d'avril et de mai furent aussi revues à la baisse. La pénurie de main-d'œuvre est criante, le taux d'activité des 25-54 ans a atteint un sommet des 22 dernières années, à 83.5%.

Les ventes de maisons unifamiliales neuves ont chuté en juin de 2.5%, selon le département du Commerce, se chiffrant à 697 000 unités. Le prix médian des maisons neuves était en juin de \$415 400 USD, une baisse annuelle de 4%. Au rythme des ventes de juin, il faudrait 7.4 mois pour éliminer l'offre actuelle de maisons neuves sur le marché, contre 7.2 mois en mai.

La principale cause étant les coûts d'emprunt de plus en plus élevés, en raison de la politique de hausse des taux d'intérêt adoptée par la Réserve fédérale (Fed) en vue d'endiguer l'inflation. La banque centrale américaine a relevé son taux directeur de plus de 500 points de base depuis mars 2022. De plus, cette tendance pourrait se poursuivre: la Fed a encore relevé son taux directeur d'un quart de point de pourcentage à la fin de juillet, l'amenant dans une fourchette de 5.25% à 5.50%.

Les experts de la Fed estiment que l'inflation n'est pas encore assez basse, même si elle a atteint les 3% en juin. L'objectif visé reste ce 2%, et la Fed s'est engagée à accroître ses principaux taux directeurs « autant qu'il le faudra » pour y parvenir.

Cette décision n'est pas sans conséquences pour les consommateurs, loin de là. Par exemple, les ventes au détail n'ont augmenté que de 0.2% en juin, soit moins que ce qu'avaient anticipé la plupart des analystes. Cela semble indiquer, estiment ces derniers, un « début de repli de la part des consommateurs ».



EUR

La valeur de la paire EURUSD a grimpé de 1.0911 à 1.0993 au cours du mois de juillet, en ayant connu un pic à 1.1234. À la fin de juillet, la Banque centrale européenne (BCE) a augmenté son taux directeur de 25 points de pourcentage, à 4.25%. Il s'agit d'un sommet jamais vu depuis mai 2001.

La BCE ne devrait pas stopper son élan sous peu. « Elle augmentera son taux directeur à nouveau d'ici la fin de l'année, et toute autre chose serait une surprise majeure », dit Peter Schaffrik, stratège macroéconomique mondial de RBC Capital Markets. L'inflation européenne est encore loin de l'objectif de 2% visé par la BCE, elle se situait à 5.5% en juin, selon Eurostat. Celle-ci résulte en grande partie des prix élevés de l'alimentation, en progression de 11.7% en juin en glissement annuel.

L'Allemagne symbolise à elle seule la crise européenne. Le traditionnel moteur économique de l'Europe est en effet entré en récession au premier trimestre. Les nouvelles commandes des sociétés d'ingénierie, considérées comme un indicateur de l'état de santé du « Germany Inc. », ont chuté drastiquement en mai, à hauteur de 10%. Et comme si cela ne suffisait pas, le mois de juin, généralement synonyme de création d'emplois, a enregistré une diminution de quelque 200 000 emplois. Par conséquent, nombre d'entrepreneurs allemands cèdent carrément à la panique. Une enquête menée le mois dernier auprès de 128 fournisseurs automobiles allemands a mis au jour le fait qu'aucun d'entre eux ne prévoyait d'augmenter ses investissements sur le marché national. Pire, le quart envisageaient même de délocaliser leurs activités à l'étranger.

C'est bien simple, l'indice PMI manufacturier de la zone euro est tombé à 48.9 en juillet, ce qui indique une contraction de l'économie européenne. Les nouvelles commandes de services ont régressé pour la première fois en sept mois tandis que la baisse des nouvelles commandes pour l'industrie manufacturière s'est accentuée par rapport aux mois précédents. Résultat? Il faut s'attendre à des heures sombres pour l'Europe dans les mois et les trimestres à venir. « Nous n'anticipons pas un Armageddon, mais il est clair que des chocs considérables s'en viennent », estime Andrea Orcel, PDG d'UniCredit.



GBP

La valeur de la paire GBPUSD est passée en juillet de 1.2691 à 1.2837. Le mois précédent, la Banque d'Angleterre a augmenté son taux directeur pour la 13e fois de suite, d'un demi-point de pourcentage, à 5%. Il s'agit de son plus haut niveau en 15 ans. De toute évidence, les experts de la banque centrale ont été effrayés par le fait que l'inflation ne se calme pas aussi rapidement que prévu. Après son pic d'octobre à 11.1%, l'inflation au Royaume-Uni est à présent de 8.7%.

Le Fonds monétaire international (FMI) s'attend à ce que le produit intérieur brut (PIB) de la Grande-Bretagne n'augmente cette année que de 0.4%. Ce serait certes plus que l'Allemagne (-0.3%), mais moins que tous les autres pays du G7, qui comprend les États-Unis (1.8%), le Canada (1.7%), le Japon (1.4%), l'Italie (1.1%) et la France (0.8%).

Le marché du travail se fait de plus en plus tendu, en particulier à Londres. Ainsi, le nombre de postes vacants a chuté de 24% dans la capitale britannique entre le premier et le deuxième trimestre, selon une étude de l'Association of Professional Staffing Companies (APSCo). Une telle situation n'a pas été vue depuis plus d'une décennie. L'indice PMI manufacturier de la Grande-Bretagne est tombé en juillet à 45, plus bas que l'anticipation des analystes qui était de 46.1. Un score inférieur à 50 témoigne d'une contraction de l'économie. Il s'agit du 12e recul consécutif de cet indice, et du plus prononcé depuis mai 2020. La production diminue pour deux raisons principales, selon les experts de S&P Global, à l'origine de l'indice : baisse de la demande et surstockage chez les clients. Il convient d'y ajouter la diminution constante des ventes et des nouvelles commandes à l'exportation.

De plus, le CPTPP (Accord global et progressif pour le partenariat transpacifique) récemment mis en place par la Grande-Bretagne avec différents pays du Pacifique se devait d'améliorer la situation, a déclaré Kemi Badenoch, le secrétaire aux Affaires, qui l'a qualifié de « grand coup de pouce » pour l'économie. Cependant, les calculs du respecté Trade Policy Observatory montrent en effet que le gain potentiel pour le PIB n'est que de « 0.08 point de pourcentage sur 10 ans ».



CNY

En juillet, la paire USDCNY a vu sa valeur passer de 7.2400 à 7.1426, après avoir connu une tendance haussière depuis le début de l'année. Selon nombre d'analystes, cette relative stagnation du taux de change entre le dollar américain et le yuan est le signe annonciateur d'un coup de frein pour l'économie chinoise. Les analystes de S&P Global ont ainsi réduit leurs prévisions de croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) chinois de 5.5% en février à 5.2% en mars. De même, ceux de Nomura ont réduit leur estimation de 5.5% à 5.1%. Et d'autres sont sur la même longueur d'ondes, à l'image de Goldman Sachs, Standard Chartered et Bank of America.

De récentes données semblent leur donner raison. Par exemple, l'Indice des prix à la consommation (IPC) a reculé de 0.1% en juin et se retrouve donc dans le rouge pour un quatrième mois consécutif. L'inflation est ainsi à 0% sur une base annuelle, ce qui n'avait pas été vu en Chine depuis 2021. Un taux aussi faible est souvent considéré comme le signe d'une économie au point mort. Le chômage des jeunes ne cesse de battre des records, avec un taux de 21.3% des 16-24 ans sans emploi au deuxième trimestre, selon les données gouvernementales. David Dollar, chercheur au Brookings Institute, considère que de nombreux diplômés chinois ne sont tout simplement pas adaptés à la main-d'œuvre qu'ils essaient d'intégrer. « La plupart des jeunes en Chine vont à l'université, mais il n'y a pas assez d'emplois pour ces diplômés », dit-il.

Le volume des échanges commerciaux du pays a fortement chuté au cours des derniers mois. En mai, les exportations et les importations ont fléchi respectivement de 7.5% et 4.5%. Selon Lu Daliang, porte-parole du bureau des douanes chinois, le commerce chinois fera face à une pression « assez forte » au second semestre, « à cause de la forte inflation dans les pays développés et de la géopolitique ».

De fait, l'économie chinoise subit actuellement les effets du récent renforcement des restrictions à l'encontre de la Chine, en particulier celles imposées par les États-Unis. Mohamed El-Erian, professeur d'économie à la Wharton School, estime que celles-ci sont maintenant si fortes qu'elles « assombrissent les perspectives de croissance de la Chine », ni plus ni moins.



MAÏS

Le boisseau de maïs a presque franchi la barre des 600 USD en juillet, pour redescendre rapidement à 504 USD en fin de mois. Avec la sécheresse qui sévit en ce moment aux États-Unis, seulement 55% des récoltes sont jugées « bonnes », « très bonnes » ou « excellentes » par le département américain de l'Agriculture ; du jamais vu depuis août 2020. Dans le Midwest, les conditions météorologiques actuelles sont les pires depuis 1992. Elles forcent les cultivateurs à investir davantage dans l'optique de sauver leur récolte, ce qui a fait grimper leurs coûts de « plus de 20% », selon les données de Bloomberg.

À cela s'ajoute un pépin inédit pour les producteurs américains de maïs. Afin d'optimiser leurs coûts, nombre d'éleveurs de porcs se sont mis à la culture du maïs pour nourrir leurs bêtes à moindre frais. Mais voilà, le marché du porc est catastrophique cette année, en raison notamment de la demande en chute libre de la part de la Chine, le premier client des États-Unis. En conséquence, les producteurs américains « perdent jusqu'à 80 USD par tête », indique Shane Smith, directeur général de Smithfield Foods, le plus grand producteur de porcs au monde. Résultat ? Certains éleveurs pourraient bientôt commencer à vendre le maïs qu'ils utiliseraient normalement pour nourrir les bêtes. Et cela pourrait contribuer à une chute de la valeur du boisseau...

La superpuissance du maïs qu'est notre voisin du Sud est sur le déclin. Les acheteurs en Chine – le plus grand importateur de maïs au monde – ne cessent d'annuler leurs commandes, trouvant ailleurs des alternatives moins chères, notamment en Afrique du Sud. Cette année, les ventes mensuelles de maïs américain à la Chine ont parfois été de 70% inférieures à ce qu'elles avaient été le même mois, un an plus tôt.

Un autre grand rival des États-Unis est à présent le Brésil. Nombre d'agriculteurs y ont converti des étendues de pâturages en champs de maïs, car ils ont un avantage déterminant sur les Américains : ils peuvent récolter non pas une mais deux récoltes de maïs par an. « Sous peu, le Brésil pourrait bel et bien devenir l'acteur dominant du marché mondial du maïs », avance Frayne Olson, professeur d'économie à la North Dakota State University. Xi Jinping ne s'y est pas trompé. Il a récemment signé une série d'accords qui permettront d'expédier davantage de maïs du Brésil vers la Chine, ce qui n'est pas de bon augure pour les cultivateurs américains.



VU DANS NOTRE PÉRISCOPE

Les Américains à court d'argent pour payer leur épicerie

Même si l'inflation diminue, de plus en plus d'Américains règlent leur épicerie en utilisant des services de paiement en versements échelonnés, comme Klarna, Affirm et Afterpay. Selon Adobe Analytics, les achats effectués en épicerie avec ce type de paiement ont bondi de 40% au premier trimestre par rapport au même trimestre de 2022. La popularité grandissante du paiement échelonné va de pair avec l'inflation des produits, qui rend plus dispendieux les achats du quotidien tels que les aliments. Inflation persistante oblige, les experts du secteur s'attendent à ce qu'un nombre croissant d'Américains s'appuient sur ces services financiers pour payer les produits de première nécessité comme la nourriture et les fournitures scolaires: selon GlobalData, le secteur, évalué aujourd'hui à 309 milliards USD, devrait connaître une croissance de 25% d'ici 2026.

Source: The Washington Post

<https://www.washingtonpost.com/business/2023/07/12/buy-now-pay-later-affirm-klarna-groceries/>

« Les 10 méga-menaces auxquelles le monde est confronté »

Dans une entrevue au magazine allemand Der Spiegel, l'économiste Nouriel Roubini, connu pour avoir prédit la crise financière de 2008, dévoile les 10 « méga-menaces » auxquelles le monde va être bientôt confronté. Parmi celles-ci figure la « 3e Guerre mondiale », amorcée vraisemblablement en Ukraine et qui risque, selon lui, de gagner en ampleur de manière inédite, en impliquant sous peu le cyberspace. Un autre péril concerne la prochaine stagflation (stagnation de l'activité économique combinée à une inflation des prix) : « La zone euro est déjà en récession, et je pense que ce sera long et moche. Ce sera encore pire pour le Royaume-Uni », dit-il. Quant aux changements climatiques, il s'agit d'une « catastrophe au ralenti », qui aura notamment pour conséquence de « forcer la moitié des Américains à déménager dans le Midwest ou au Canada ». Et il souligne : « C'est de la science, pas de la spéculation ».

Source: Der Spiegel,

<https://www.spiegel.de/international/business/star-economist-roubini-on-the-global-crises-world-war-iii-has-already-effectively-begun-a-fd3126eb-4dd4-42fc-889e-27e4165f6702>

JOURNÉES DE CONSULTATIONS VIRTUELLES SANS FRAIS

Afin de contribuer au soutien des PME du Québec, FINMETRIX offre des consultations confidentielles, sans frais et sans engagement tous les vendredis. L'objectif est d'effectuer le bilan de la situation et trouver une solution adaptée en matière de gestion de risques de devises. N'hésitez pas à partager avec les entreprises dans le besoin.

Durée : séance de 30 minutes à distance

Contactez-nous pour vous inscrire : strategie@finmetrix.com

N'hésitez pas à communiquer avec nous pour toutes questions.

Bonne journée.

FINMETRIX